



Commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS

ACTUALISATION ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

- - -



SICAA ETUDES
12 Bd. de la Vie
85170 Belleville s/vie - BELLEVIGNY
Tel : 02-51-24-40-25
Mail : contact@sicaa.fr



SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
LISTE DES TABLEAUX.....	4
LISTE des CARTES.....	4
LISTE DES FIGURES.....	4
I. Préambule.....	5
II. Contexte territorial -communauté de communes du Pays de Chantonay.....	6
III. Contexte Environnemental	9
III.1 Situation géographique	9
III.2 Démographie	10
III.3 Topographie.....	11
III.4 Géologie	12
III.5 Hydrogéologie.....	14
III.6 Aptitudes des sols à l'épandage superficiel	14
III.7 Hydrographie - Hydrologie.....	15
III.8 Qualité physico-chimique et biologique	17
III.9 Objectif de qualité.....	17
III.10 Zonages environnementaux.....	18
III.11 Zone inondable	20
III.12 Normes de rejet station d'une capacité inférieure à 2000 EH	20
III.13 SDAGE et SAGE.....	21
IV. Les infrastructures d'assainissement	29
IV.1 Assainissement collectif existant	29
IV.2 Réseau de collecte.....	29
IV.3 Zonage existant.....	29
IV.4 Unité de traitement.....	30
IV.5 Données STEP Bourg.....	31
IV.6 Actions menées suite au schéma directeur d'assainissement.....	34
IV.7 Actions pour réduire les apports d'eaux claires parasites.....	35
IV.8 Capacité résiduelle des ouvrages de traitements.....	35
IV.9 Réseau pluvial	36

IV.10	Assainissement non collectif.....	37
V.	<i>Généralités sur l'Assainissement non collectif</i>	38
V.1	Principe général de fonctionnement	38
V.2	Filières réglementaires	38
V.3	Entretien d'une installation d'assainissement non collectif.....	39
VI.	<i>Présentation des secteurs étudiés</i>	40
VII.	<i>Estimation des dépenses : Etude des scénarii secteurs urbanisables.....</i>	41
VIII.	<i>Prévisionnel des flux polluants envoyés en station d'épuration.....</i>	42
IX.	<i>Conclusion</i>	43
X.	<i>Rappel des obligations en matière d'assainissement.....</i>	44
	<i>Annexe 1 :.....</i>	46
	<i>Projet de zonage collectif.....</i>	46

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Synthèse des bilans pollution 2015 -2017 (source CD85)	31
--	----

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Densité de population CC pays de Chantonnay (source INSEE)	7
Carte 2 : Localisation de la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS	9
Carte 3 :Contexte topographique de la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS par rapport à la Vendée (Source Géoportail)	11
Carte 4 :Topographie générale de la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS (Source géoportail).....	12
Carte 5: Carte géologique de la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS (Source BRGM)	13
Carte 6 :Contexte hydrologique de la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS par rapport aux masses d'eau (Source SIGLoire)	15
Carte 7 : Réseau Hydrographique de la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS (Source SIGLoire).....	16
Carte 8 : Inventaire zone humides communale SAINT-MARTIN-DES-NOYERS (Source Pays de Chantonnay).....	19
Carte 9 :: Emprise des différents SAGE (Source Gesteau).....	21

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Évolution démographique (Source INSEE)	10
Figure 2 : débits entrant STEP SAINT-MARTIN-DES-NOYERS 2017 (Source CD 85)	31

I. PREAMBULE

Dans le cadre des obligations du code général des collectivités territoriales, la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS a défini les zones de son territoire qui sont concernées par l'assainissement collectif et celles qui sont concernées par l'assainissement non collectif. Cette commune fait partie de la Communauté de communes PAYS DE CHANTONNAY.

La dernière actualisation du zonage d'assainissement date de 2009.

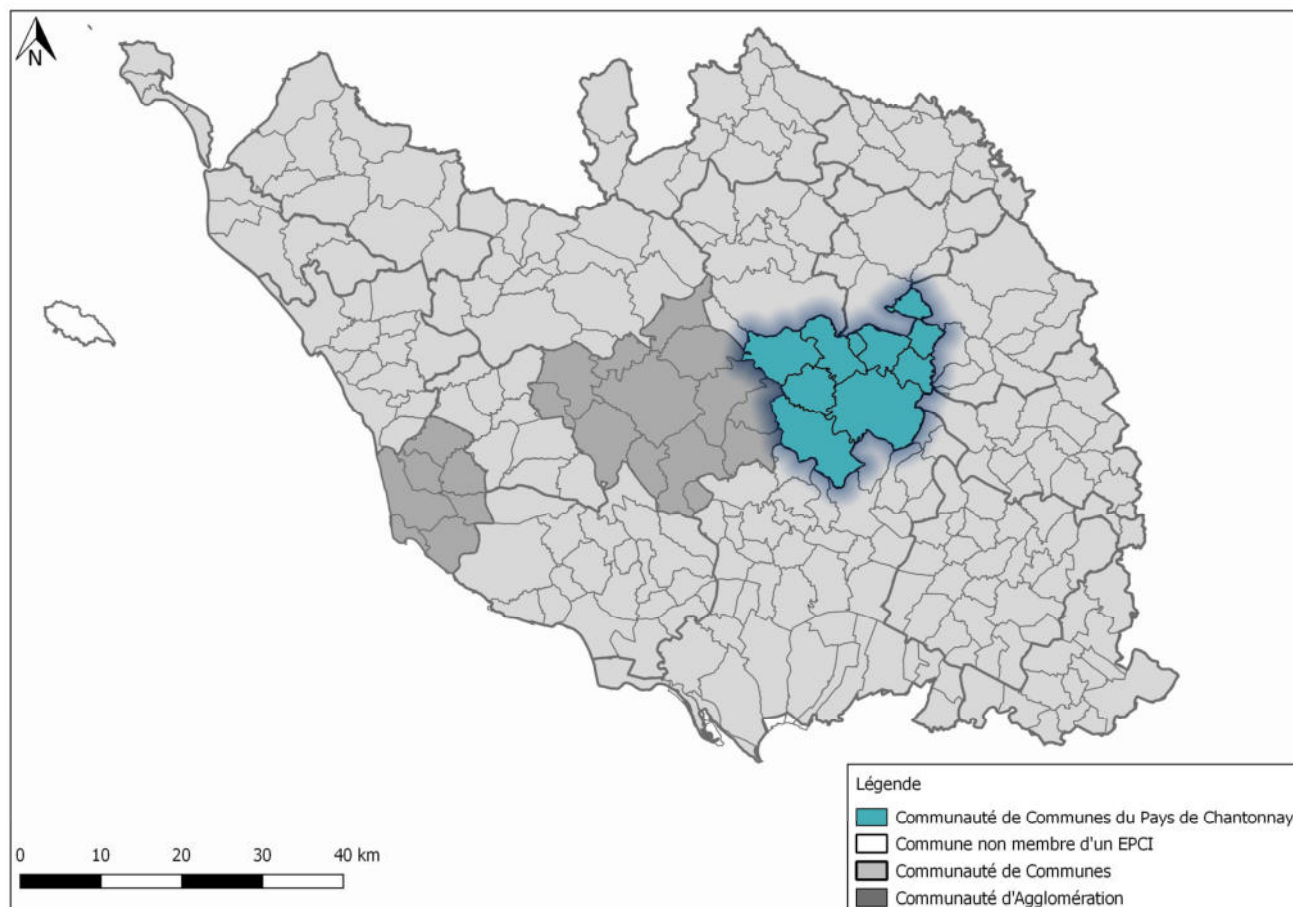
La communauté de communes a élaboré son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal habitat PLUi Il convient donc de faire correspondre PLUi et zonage d'assainissement pour chaque commune membre de la communauté de communes.

La présente proposition concerne la révision du zonage d'assainissement sur l'intégralité du zonage communal, en concordance avec le P.L.Ui.

Les objectifs de cette étude sont donc :

- Quantifier la pollution émise à collecter sur le Bourg, vérifier les capacités résiduelles des équipements ;
- Mettre en relief les besoins en matière de développement de l'habitat et la capacité de prise en charge des ouvrages de traitement collectifs ;
- Réalisation d'une carte de zonage d'assainissement des EU modifiée, en cohérence avec le zonage PLUi qui sera soumise à enquête publique.

II. CONTEXTE TERRITORIAL -COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

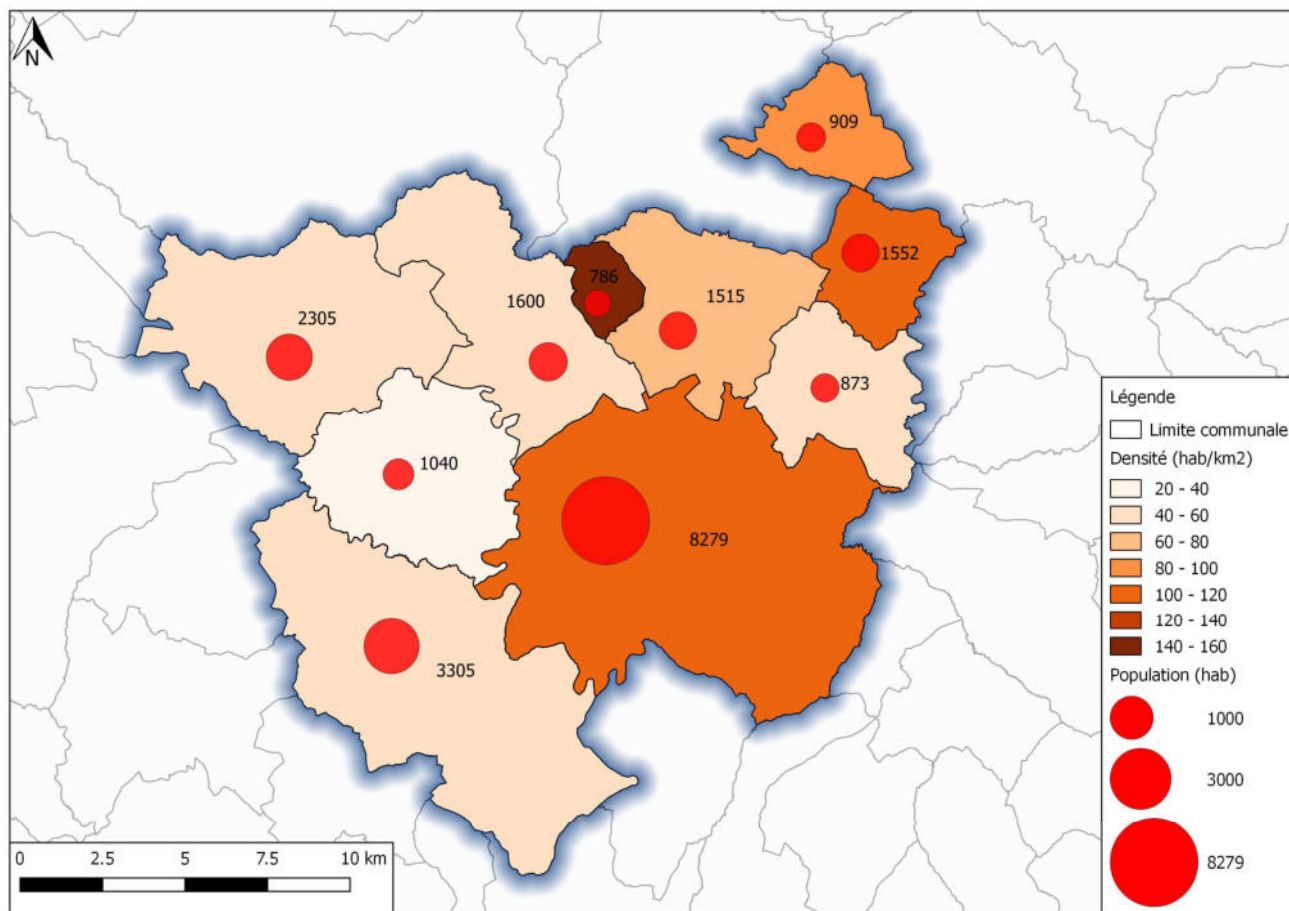


La Communauté de communes du Pays de Chantonay demeure l'une des dix-neuf (19) établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre du département de la Vendée. Créée à l'origine le 28 décembre 1992 par arrêté préfectoral sous la dénomination de Communauté de communes des Deux-Lays, la structure intercommunale s'est élargie avec l'intégration des communes de Sainte Cécile et Saint-Martin-des-Noyers (arrêté préfectoral du 16 décembre 2016).

La Communauté de communes du Pays de Chantonay regroupe actuellement dix (10) communes, faisant ainsi un territoire de 319,42 km² sur lequel évolue une population totale estimée à 22 184 habitants.

Communes	Population (hab)	Superficie (ha)	Date adhésion à la Communauté de communes
Chantonnay (siège)	8 279	8 092	1 ^{er} janvier 1993
Bournezeau	3 305	6 049	1 ^{er} janvier 1993
Rochetretoux	929	1 055	1 ^{er} janvier 1993
Saint-Germain-de-Princay	1 515	2 434	1 ^{er} janvier 1993
Saint-Hilaire-le-Vouhis	1 040	2 891	1 ^{er} janvier 1993
Sigournais	873	1 830	1 ^{er} janvier 1993
Saint-Prouant	1 552	1 285	1 ^{er} janvier 1993
Saint-Vincent-Sterlanges	786	445	1 ^{er} janvier 1993
Sainte-Cécile	1 600	3 273	1 ^{er} janvier 2017
Saint-Martin-des-Noyers	2 305	4 175	1 ^{er} janvier 2017

La répartition démographique reste assez inégale, avec des foyers de peuplement localisés autour des centres urbains, administratifs et économiques du territoire. La commune de Chantonnay, siège de la communauté de communes, demeure la commune la plus peuplée, avec 8279 habitants. Elle est suivie par les communes de Bournezeau (3305 habitants) et Saint-Martin-des-Noyers (2305 habitants). En revanche, Saint-Vincent-Sterlange, qui du point de vue superficie ne fait que 445 km², reste la plus dense avec 158.19 habitants/km².



Carte 1 : Densité de population CC pays de Chantonnay (source INSEE)

Afin de définir les orientations économiques et de hiérarchiser les interventions en fonction de ce dynamisme démographique, la Communauté de communes du Pays de Chantonnay a acquis différentes compétences, dont les principales sont :

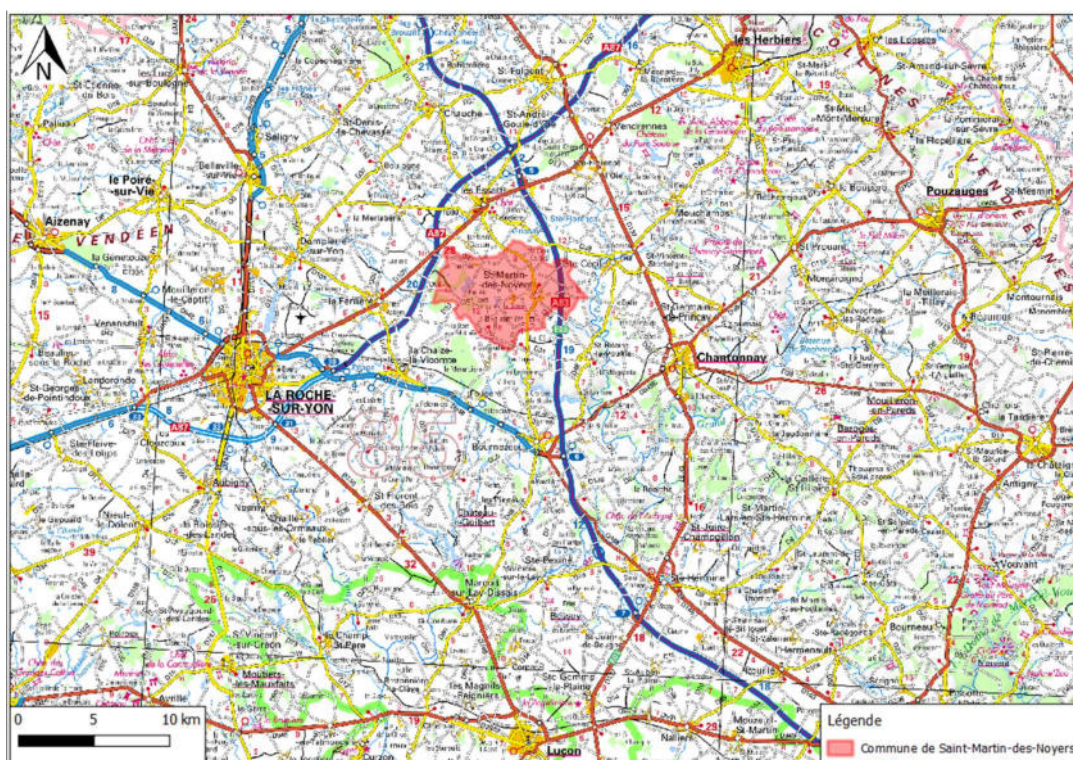
- ❖ La protection des ressources en eaux (dans le cadre du SAGE du Lay) ;
- ❖ Protection et mise en valeur de l'environnement ;
- ❖ Collecte et traitement des déchets ;
- ❖ L'Aménagement de l'espace ;
- ❖ Gestion des Milieux aquatiques et prévention des inondations.

Cette dernière compétence implique des actions concrètes pour la maîtrise des eaux pluviales, l'aménagement des bassins versants et des ouvrages hydrauliques. Parallèlement, l'aménagement de l'espace reste un enjeu important en ce qui concerne l'amélioration du cadre de vie, le développement local et la gestion des zones à urbaniser (ce qui a une influence directe sur les eaux de ruissellement). Ainsi, l'élaboration de documents d'urbanisme (PLUi) requiert des études sur les infrastructures d'assainissement existant, principalement la réalisation ou la révision de zonages Eaux Usées et Eaux Pluviales.

III. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

III.1 Situation géographique

SAINT-MARTIN-DES-NOYERS se situe à 18 kilomètres à l'est de la ROCHE SUR YON et à 13 km au Nord-ouest de Chantonnay. La superficie de la commune est de 4 170 ha.



Carte 2 : Localisation de la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS

III.2 Démographie

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de la population et du nombre de résidences principales sur la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS (période 1968-2015).

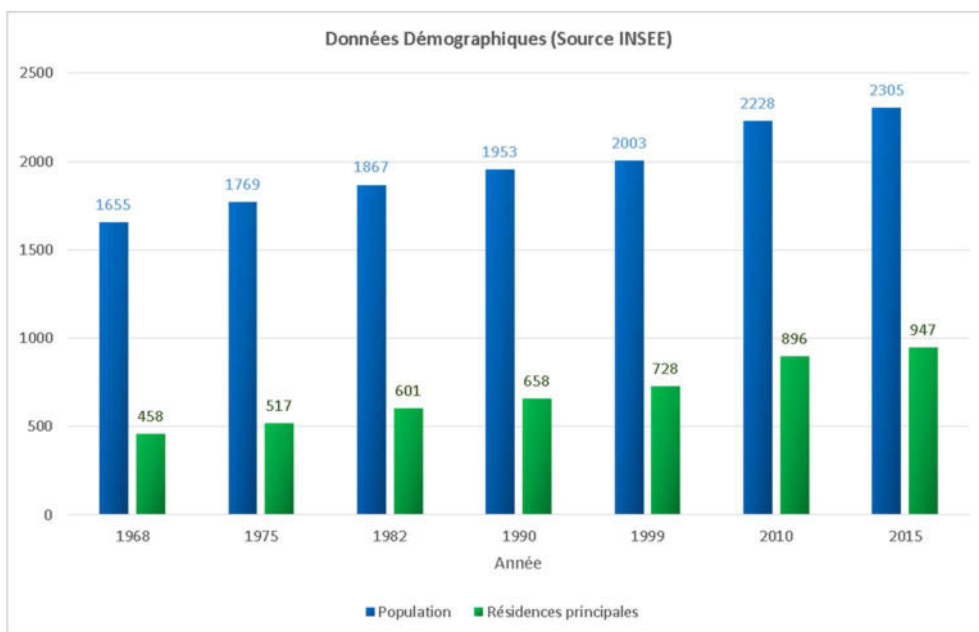


Figure 1: Évolution démographique (Source INSEE)

En 2015, la population totale recensée est estimée à 2 305 habitants et le nombre de résidences principales est de 947 logements, pour un taux d'occupation moyen de 2,4 habitants/logement.

	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015
Variation annuelle moyenne de la population en %	0.3	1.0	0.7
due au solde naturel en %	0.5	0.6	0.5
due au solde apparent des entrées sorties en %	-0.2	0.3	0.2
Taux de natalité (‰)	12.6	15.4	14.3
Taux de mortalité (‰)	7.3	9.1	9.7

L'accroissement démographique de ces dernières années repose :

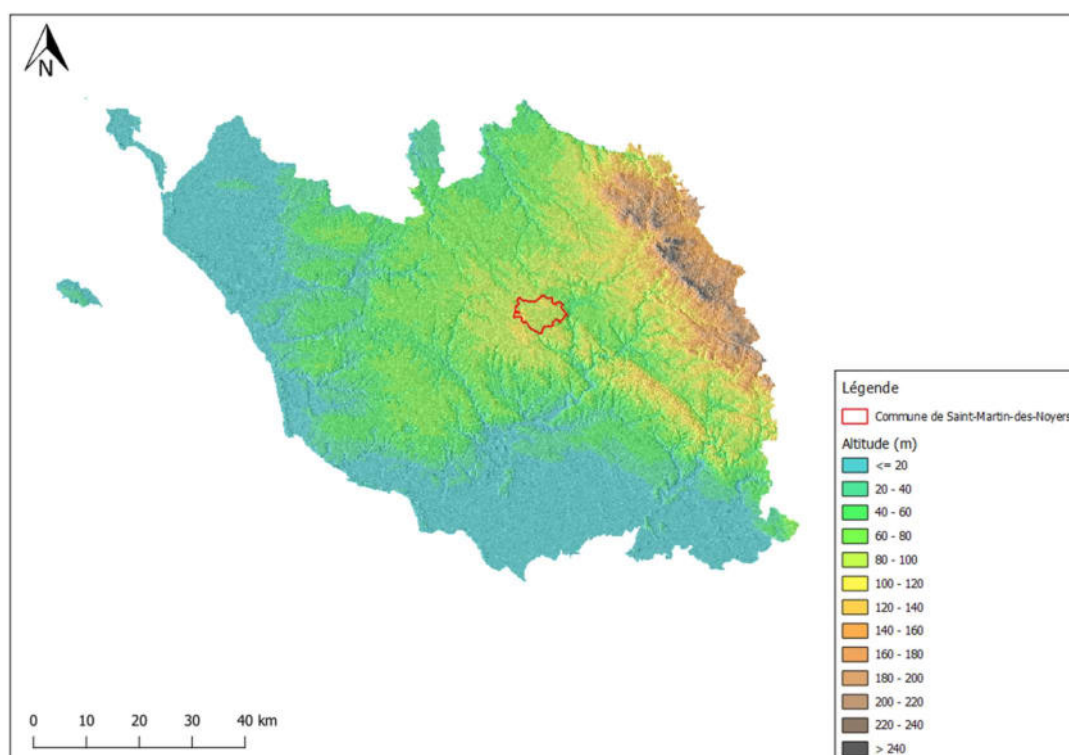
- en premier lieu par le renouvellement naturel de la population,
- par le renouvellement naturel de la population, soutenue à ce titre par les apports migratoires.

Conformément au phénomène de desserrement des ménages caractéristique de toutes les communes françaises, le nombre de personne par ménages a diminué en 34 ans (série effectuée entre 1968 et 2015). En 2015, il est de 2.4 personnes par ménage.

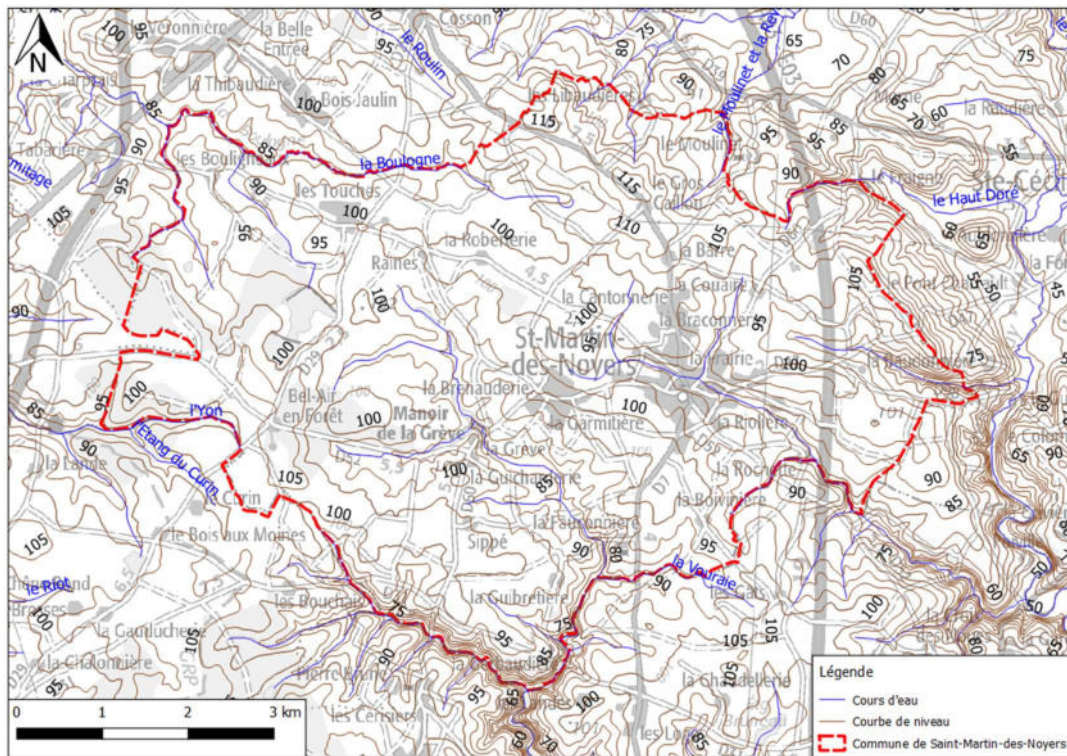
Le parc des résidences secondaires et occasionnelles représente 2% des habitations, soit 20 habitations.

Le parc de logements vacants représente 7% des habitations, soit 77 habitations.

III.3 Topographie



Carte 3 : Contexte topographique de la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS par rapport à la Vendée (Source Géoportail)



Carte 4 :Topographie générale de la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS (Source géoportail)

Le territoire se situe dans le bas bocage. Le relief est peu marqué et varie entre 58 mètres NGF et 118 mètres NGF.

III.4 Géologie

La commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS se situe sur le flanc est du synclinorium du Bas Bocage. Sa géologie est caractérisée par la présence de plusieurs ensembles géologiques : les formations métamorphiques du socle primaire et les formations sédimentaires de l'ère tertiaire.

Dans le détail, on peut distinguer plusieurs types de substratum :

- Les formations métamorphiques du Primaire :
 - Groupe de la Roche sur Yon et de la Chaize le vicomte :

Il s'agit de schistes de teinte générales grise plus ou moins sombre. Ils ont localement un débit ardoisier et ont été exploités pour les ardoises à l'Embégère, au sud de la Chaize le Vicomte.

- Les schistes et micaschistes

Ils diffèrent du faciès précédent par la présence d'éléments feldspathiques.

- Les formations tertiaires :
Il s'agit de sables et graviers roulés quartzeux. Ils reposent sur un socle granitique.

- Les formations sédimentaires superficielles :

Les formations complexes des versants et des plateaux indifférenciés :

Ce sont des altérites, en place ou déplacées, auxquelles se mêlent en proportions variables des formations sédimentaires résiduelles et des limons éoliens. Elles sont visibles à l'est de la Croisée de la Boule, à La Fenêtre, à La Pélagie au Chêne Martin et au nord de l'Esière.

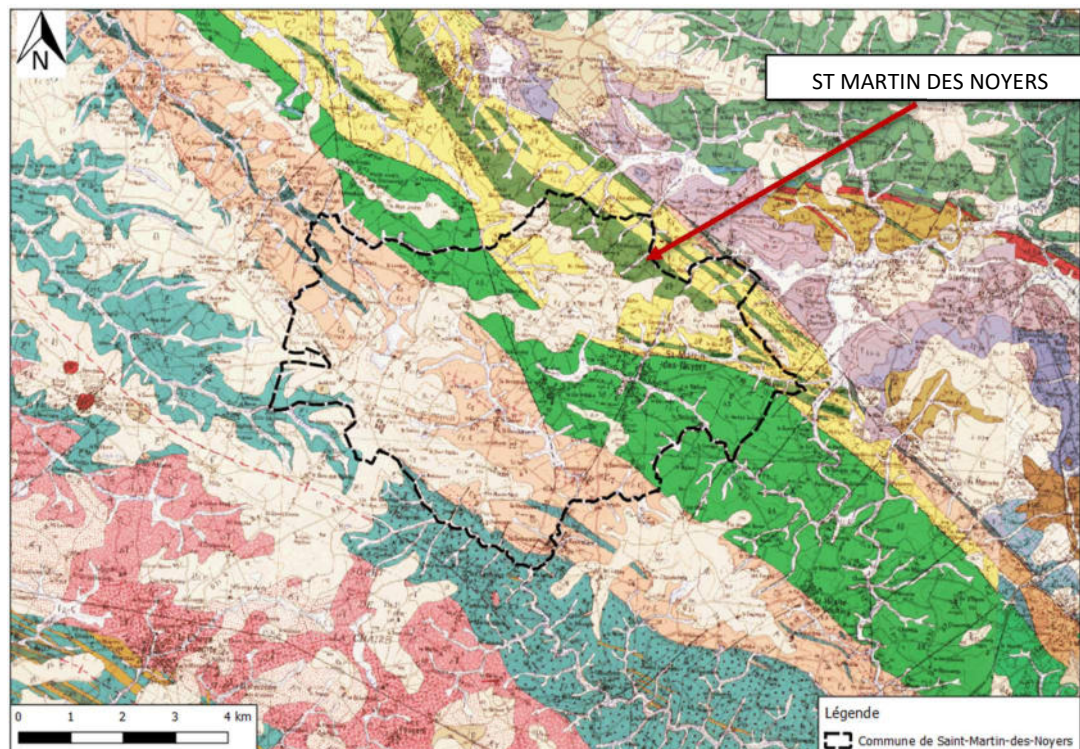
- Les arènes granitiques

L'arénisation ou altération du granite est bien développée sur le granite de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS où beaucoup d'interfluves sont recouverts d'un manteau d'arène épais de 2 à 4 m.

Ces formations apparaissent à l'ouest du bourg et aux lieux-dits des « Loges », de la « Gare » et du « Pain Gagné ».

- Les alluvions récentes et anciennes

Le fond des vallons et vallées à cours d'eau permanent ou non est occupé par un remplissage d'épaisseur métrique à plurimétrique provenant du transport par ruissellement et solifluxion, d'éléments meubles empruntés aux formations superficielles des pentes et plateaux.



Carte 5: Carte géologique de la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS (Source BRGM)

III.5 Hydrogéologie

Les formations métamorphiques sont le plus souvent considérées comme des formations imperméables. Il faut toutefois nuancer cette affirmation : la richesse en eau des formations cristallophylliennes est liée à leur fissuration et à leur degré et type d'altération. L'eau est contenue dans les niveaux supérieurs, elle circule à la faveur de fissures ou de failles contenues dans la roche saine.

L'existence de nappes dans ces formations va dépendre de la porosité et de la fissuration du socle et du type et degré d'altération. Ces formations ne sont en général pas favorables à la circulation d'eau et généralement les débits d'exploitation ne dépassent pas 5m³/h.

Plusieurs types de nappes peuvent néanmoins être considérés :

- Les nappes profondes : la réserve en eau est particulièrement limitée.
- Les nappes perchées de plateau comprises dans la frange altérée du socle et dans les limons éoliens. Leur épaisseur est limitée.
- Les nappes d'accompagnement situées dans les formations cénozoïques des lits majeurs des ruisseaux. Un petit aquifère de faible épaisseur est présent dans les bancs de sables et de graviers au contact du socle imperméable. Ces nappes présentent un rôle important par leur réserve alimentant les cours d'eau en étiage.

Il n'y a pas de captage d'adduction d'eau potable sur la commune.

La nappe de surface contenue dans les couches superficielles est exploitée par des puits domestiques.

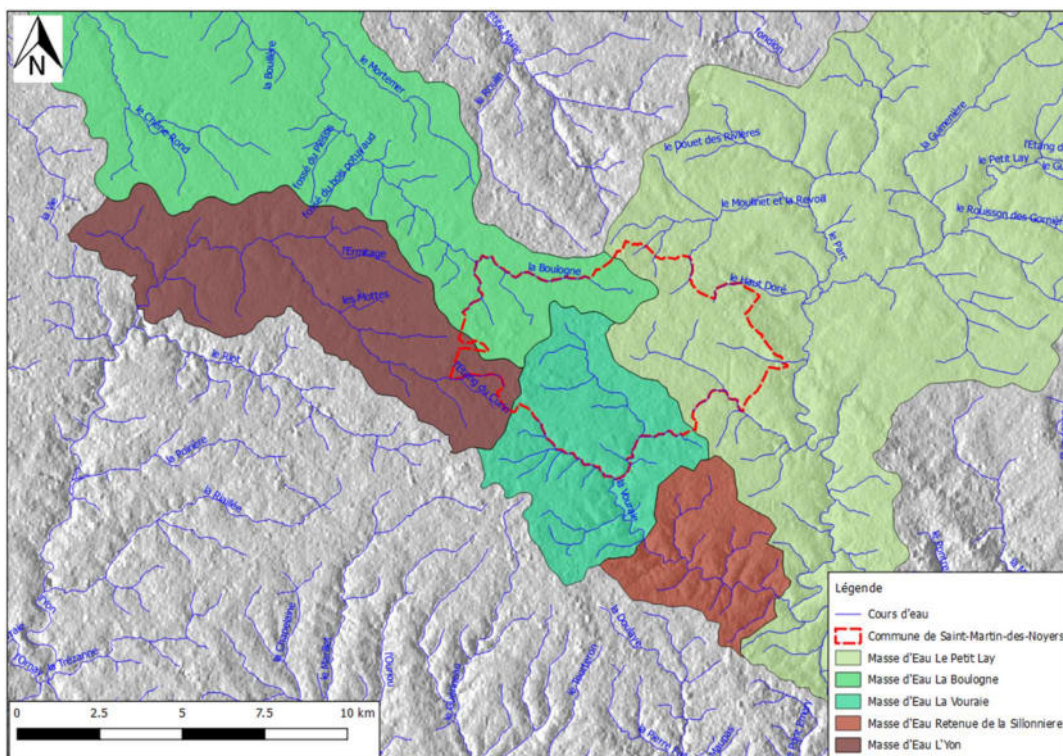
III.6 Aptitudes des sols à l'épandage superficiel

Globalement, à l'échelle de la commune, les sols sont peu aptes à l'assainissement individuel par épandage superficiel. Les sols se développent généralement sur schiste, limons des plateaux, dans lesquels une filière drainée est le dispositif le plus approprié à l'épuration des eaux usées.

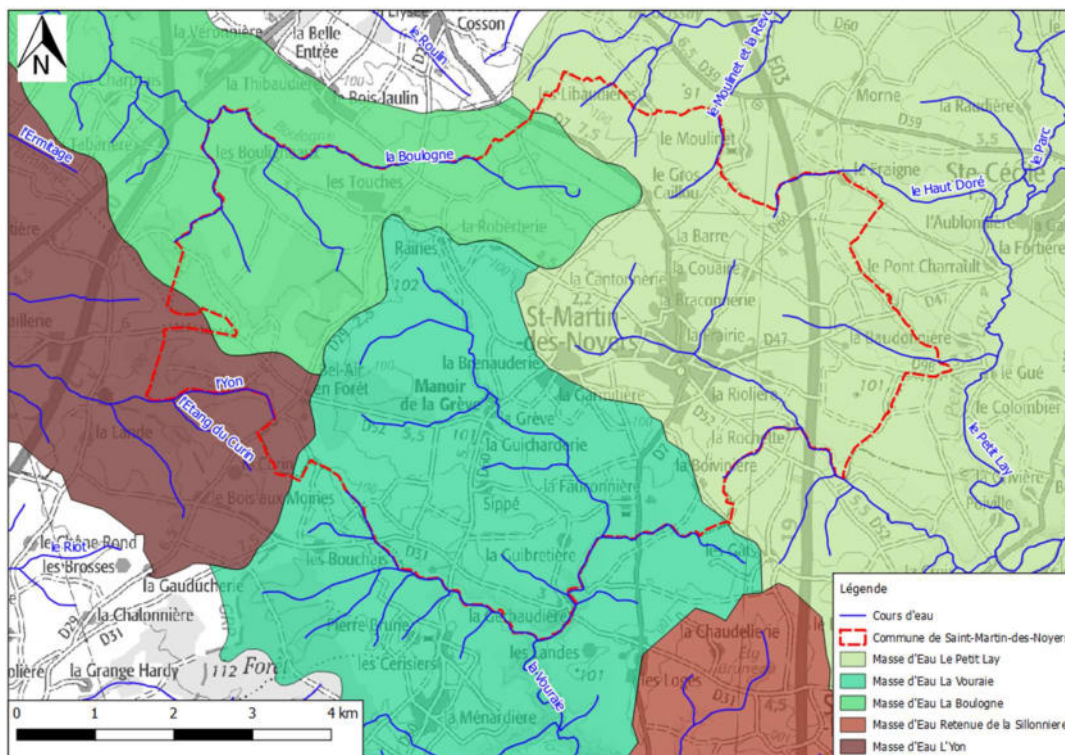
III.7 Hydrographie - Hydrologie

La commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS se trouve à la fois sur quatre bassins versants :

- Le petit Lay et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Lay
- La Vourraie et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue de la Sillonnière
- La Boulogne et ses affluents depuis la source jusqu'au lac de Grand Lieu
- L'Yon et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue de Moulin Papon



Carte 6 : Contexte hydrologique de la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS par rapport aux masses d'eau (Source SIGLoire)



Carte 7 : Réseau Hydrographique de la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS (Source SIGLoire)

La commune de SAINT MARTIN DES NOYERS est traversée par plusieurs ruisseaux s'écoulant selon une direction nord-est sud –ouest

Le ruisseau des Rochettes rejoint le Petit Lay sur la commune de SAINT HILAIRE LE VOUHIS ;

Le ruisseau de la Fauconnerie, de la Grève et de la Fontaine Saint Père sont des affluents du Vourraie.

L'Yon prend sa source sur la commune en limite ouest de la commune.

L'ensemble de ces rivières citées ci-dessus appartient au bassin versant du Lay.

La Boulogne située en limite communale prend sa source sur la commune. Cette rivière appartient au bassin versant du lac de Grand Lieu.

III.8 Qualité physico-chimique et biologique

Sources : SDAGE Loire-Bretagne, Etat écologique 2013 des cours d'eau (données 2011-2012-2013)

Quatre masses d'eau ont été définies au niveau de la commune :

- FRGR0574 : Le Petit Lay et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Lay
- FRGR2247 : La Vouraie et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue de la Sillonnière
- FRGR0552 : La Boulogne et ses affluents depuis la source jusqu'au lac de Grand Lieu
- FRGR1533 : L'Yon et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue de Moulin Papon

Masse d'eau	Etat écologique validé	Niveau de confiance validé	Etat biologique	Etat physico-chimie générale
Le Petit Lay et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Lay	Moyen	Elevé	Moyen	Moyen
La Vouraie et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue de la Sillonnière	Mauvais	Elevé	Mauvais	Moyen
L'Yon et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue de Moulin Papon	Médiocre	Elevé	Médiocre	Mauvais
La Boulogne et ses affluents depuis la source jusqu'au lac de Grand Lieu	Médiocre	Elevé	Médiocre	Médiocre

III.9 Objectif de qualité

Sources : Agence de l'eau, Gest'eau

Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Loire-Bretagne 2016-2021 fixe des objectifs d'état écologique et chimique.

Masse d'eau	Objectif écologique	Objectif chimique
Le Petit Lay et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Lay	Bon état 2027	Non défini
La Vouraie et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue de la Sillonnière	Bon état 2027	Non défini
L'Yon et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue de Moulin Papon	Bon état 2027	Non défini
La Boulogne et ses affluents depuis la source jusqu'au lac de Grand Lieu	Bon état 2027	Non défini

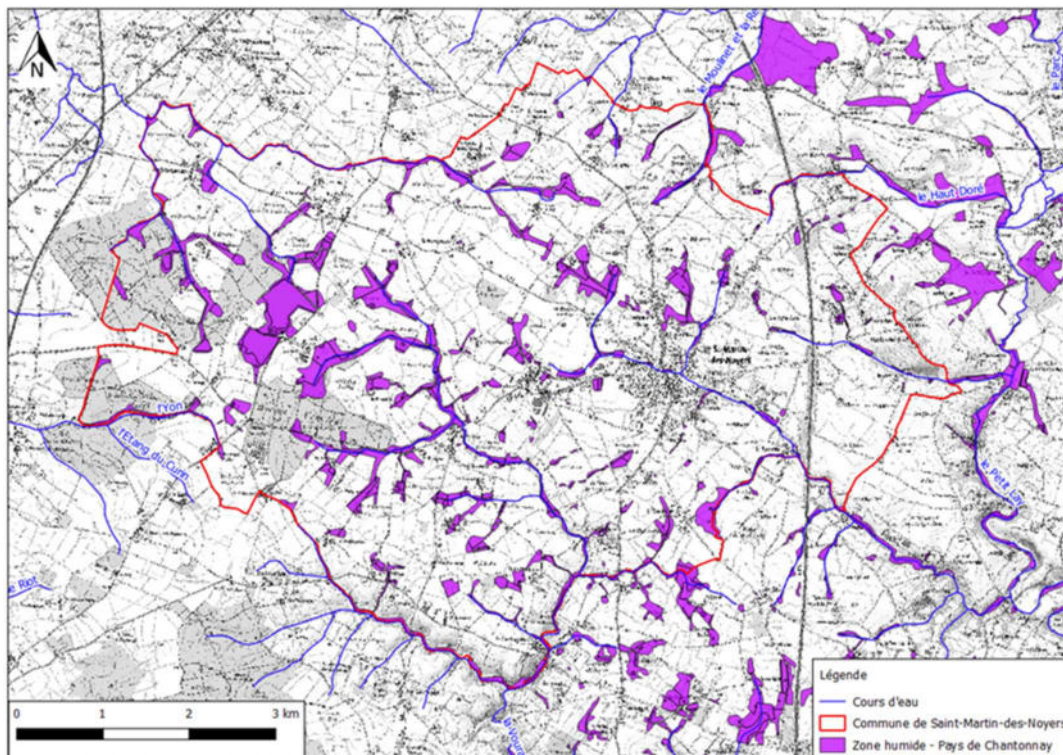
III.10 Zonages environnementaux

III.10.1 Zones naturelles

La commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS est concernée par les zonages naturels suivants :

- Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II:
 - 520012239 VALLEE DE LA VOURAIE ET VALLONS ANNEXES A SAINT-HILAIRE-LE-VOUHIS, BOURNEZEAU
 - 520005759 ZONE DE BOIS ET BOCAGE A L'EST DE LA ROCHE-SUR-YON
- Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I
 - 520005763 FORET DU DETROIT, BOIS VOISINS, ETANG DES COSSES

III.10.2 Zones humides



Carte 8 : Inventaire zone humides communale SAINT-MARTIN-DES-NOYERS (Source Pays de Chantonnay)

L'inventaire des zones humides communal a été réalisé sur la commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS en 2012.

La présence de zones humides en aval de zones agglomérées ou de futures zones urbanisables nécessitent la prise en compte de la bonne gestion qualitative et quantitative des ruissellements d'eaux pluviales avec pour objectif la conservation des fonctionnalités écologique des réservoirs humides.

Dans ce cadre, les orientations suivantes seront fixées pour les projets de gestion pluviale :

- Limitation ou compensation de l'imperméabilisation des zones urbanisables en amont
- Privilégier les compensations douces et végétalisées pour favoriser la rétention des polluants (noues, bassin tampons non étanches enherbés,...)
- Anticiper et circonscrire les risques de pollutions directes (ouvrages de dépollution sur les zones d'activités industrielles ou autres)

III.11 Zone inondable

La commune de SAINT MARTIN DES NOYERS n'est pas concernée par le risque inondation. Il n'existe pas d'Atlas de zone inondable ou de plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) sur le territoire communal.

III.12 Normes de rejet station d'une capacité inférieure à 2000 EH

Les usages de l'eau en aval des stations d'épuration contribuent à déterminer les niveaux de qualité minimale d'un rejet.

Les performances minimales des stations d'épuration ayant un flux de DBO₅ en entrée inférieur ou égal à 120 kg / jour (soit 2 000 EH) sont fixées dans l'arrêté du 21 juillet 2015.

Paramètres	Concentration à ne pas dépasser	Rendement minimum à atteindre	Concentration rédhitoire, moyenne journalière
DBO₅	35 mg / l	60%	70 mg/l
DCO	200 mg / l	60%	400 mg/l
MES (1)	-	50%	85 mg/l

(1) : Les valeurs des différents tableaux se réfèrent aux méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté. Toutefois, les analyses effectuées en sortie des installations de lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés, sauf pour l'analyse des MES. La concentration rédhitoire des MES dans les échantillons d'eau non filtrée est alors de 150 mg/l en moyenne journalière, quelle que soit la CBPO traitée.

Des valeurs plus sévères peuvent être fixées par le préfet au regard des objectifs environnementaux.

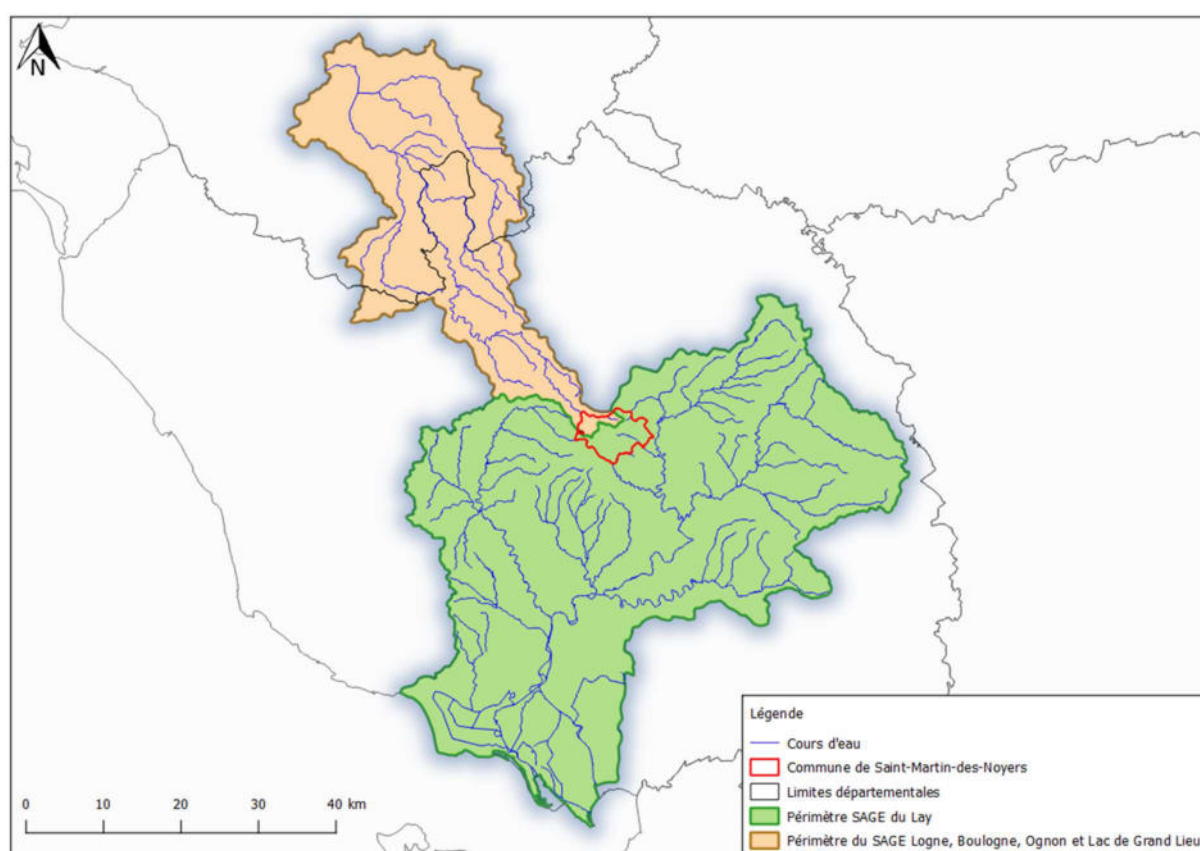
Toutefois, un dépassement de ces performances peut exceptionnellement être toléré pendant de courtes périodes en cas de situations inhabituelles (précipitations ou circonstances exceptionnelles, opérations de maintenance programmées).

III.13SDAGE et SAGE

La commune de SAINT-MARTIN-DES-NOYERS est concernée par :

- le SDAGE Loire-Bretagne,
- le SAGE du Lay (90% du territoire)°,
- le SAGE de Logne, Boulogne, Ognon et Lac de grand Lieu (10% du territoire)

Ces documents traitent des actions à engager et des objectifs à atteindre pour la bonne gestion des eaux usées sur les territoires concernés.



Carte 9 :: Emprise des différents SAGE (Source Gesteau)

III.13.1 SDAGE Loire-Bretagne

La Directive Cadre sur l'Eau a également introduit la notion de masses d'eau. Les masses d'eau correspondent à des unités ou portions d'unités hydrographiques ou hydrogéologiques constituées d'un même type de milieu : rivière, estuaire, nappe, plan d'eau,...

C'est à l'échelle de ces masses d'eau que va s'appliquer l'objectif de « bon état ». En cela, les masses d'eau sont donc un outil d'évaluation. En termes de gestion, l'unité de référence est toujours le bassin versant.

Le projet de programme de mesures 2016-2021 est élaboré à partir du diagnostic de territoire du bassin Loire-Bretagne (état des lieux de 2013 adopté le 12 décembre 2013 par le comité de bassin) et des objectifs environnementaux figurant dans le projet de Sdage 2016-2021 adopté le 2 octobre 2014 par le comité de bassin en vue des consultations. Il fixe 14 orientations.

Le SDAGE Loire Bretagne s'est fixé comme 3ème orientation fondamentale de réduire les rejets de pollution organique et bactériologique.

Les orientations sont les suivantes :

- 3A Poursuivre la réduction des rejets directs des polluants organiques et notamment du Phosphore
 - 3A-1 De poursuivre la réduction des rejets ponctuels de phosphore
 - 3A-2 Le renforcement de l'auto-surveillance des rejets par les propriétaires ou exploitants des stations d'épuration
 - 3A-3 De favoriser le recours à des techniques rustiques d'épuration (lagunes et filtres plantés de roseaux à écoulement vertical) pour les ouvrages de faible capacité
 - 3A-4 L'élimination du phosphore à la source
- 3B Prévenir les apports de phosphore diffus
 - 3B-1 De réduire les apports et les transferts de phosphore diffus à l'amont de 22 plans d'eau prioritaires
 - 3B-2 Un retour progressif à l'équilibre de la fertilisation pour le reste du territoire
 - 3B-3 L'interdiction de rejets directs dans le milieu naturel pour tout nouveau dispositif de drainage agricole
- 3C Améliorer l'efficacité de la collecte des effluents
 - 3C-1 Un diagnostic des réseaux
 - 3C-2 Une réduction de la pollution des rejets par temps de pluie
- 3D - Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée

- 3D-1 Prévenir le ruissellement et la pollution des eaux pluviales dans le cadre des aménagements
- 3D-2 Réduire les rejets d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales
- 3D-3 Traiter la pollution des rejets d'eaux pluviales
- 3E - Réhabiliter les installations d'assainissement non collectif non conformes

III.13.2 SAGE Le Lay

Le SAGE Lay a été mis en œuvre par l'arrêté préfectoral du 4 avril 2011. L'élaboration du SAGE du Lay a mis en évidence les 9 enjeux suivants :

- ❖ La qualité des eaux de surface
 - Satisfaction des objectifs de qualité associés au point nodal Ly
 - Définition de points nodaux intermédiaires et satisfaction de leurs objectifs de qualité associés
 - Amélioration des connaissances sur la qualité des eaux dans le marais et du devenir des pesticides à l'exutoire du Lay et dans la baie de l'Aiguillon
 - Poursuite et mise en place de programmes de maîtrise des pollutions agricoles
 - Poursuite et mise en place de programmes de maîtrise des pollutions liées à l'assainissement collectif et non collectif
- ❖ La prévention des risques liés aux inondations
 - Amélioration de la connaissance hydrologique du bassin
 - Mise en place urgente d'un Plan de Prévention des Risques inondations (PPRI) sur le Lay aval
 - Prise en compte des problématiques de ruissellement sur le bassin dans les Plans Locaux d'Urbanisme et définition de prescriptions auprès des communes à risques
 - Maintien des champs actuels d'expansion des crues et optimisation de leur rôle d'écêtement
 - Etude de l'état et de la fonctionnalité des digues et restauration au minimum entre Moricq et le Braud
 - Priorité pour la mise en œuvre d'opérations de désensablement et de dévasement pour une meilleure évacuation du Lay, du Chenal Vieux et du chenal de la Raque
- ❖ La production d'eau potable
 - Affichage de la priorité pour l'alimentation en eau potable devant les autres besoins du bassin versant du Lay
 - Préservation de l'équilibre actuel du bilan besoins-ressources
 - Poursuite des programmes d'actions pour la qualité des eaux destinées à l'alimentation en eau potable

- ❖ Le partage des ressources en eau de surface en période d'étiage
 - Gestion des barrages en période d'étiage :
 - Respect du Débit d'Objectif d'Etiage (DOE) et gestion équilibrée de la ressource pour les milieux naturels
 - Réactualisation des règlements d'eau des retenues
 - Amélioration de la connaissance des débits en aval des retenues en adéquation avec la précision de gestion des débits estivaux
 - Gestion de l'irrigation à partir des ressources superficielles :
 - Stabilisation des besoins de l'irrigation
 - Tendre vers l'autonomie des irrigants
 - Ne pas créer de nouveaux prélèvements directs pour l'irrigation sans solution compensatoire
- ❖ La gestion soutenable des nappes
 - Amélioration du maintien en eau du marais de bordure en diminuant la durée de rupture d'écoulement de la nappe
 - Définition d'une gestion permettant de tendre vers le respect d'une piézométrie objectif d'étiage
 - Intégration des volumes de printemps pour l'irrigation dans le cadre de la gestion des nappes
 - Organisation d'une gestion associative de l'irrigation depuis la nappe (Associations Syndicales Autorisées ou Libres : ASAI, ASLI...)
- ❖ La qualité des eaux marines pour la valorisation du potentiel biologique et économique
 - Mise en place d'un réseau de suivi bactériologique et des pesticides
 - Restauration de la qualité des eaux marines
 - Mise en place de bassins de purification
 - Prise en compte des besoins en eaux douces dans la zone littorale
- ❖ Le bon état écologique et potentiel piscicole des cours d'eau
 - Permettre le franchissement des ouvrages hydrauliques pour les espèces migratrices et ce de façon prioritaire dans la zone du Lay aval et ses marais connexes
 - Amélioration des contextes piscicoles du bassin
 - Récupération de la qualité des cours d'eau sur tout le linéaire hydrographique
 - Lancement de Contrats Restauration Entretien Zones Humides sur le Lay aval et sur le Lay amont (disposition se rapportant à plusieurs enjeux)
- ❖ Les zones humides du bassin
 - Du marais :
 - Maintien prioritaire des zones humides existant encore dans le marais
 - Reconquête des zones humides du marais (îlots hydrauliques stratégiques pour la fraye des poissons et secteurs cultivés du marais mouillé)
 - Maintien des baisses en eau au printemps

- En dehors du marais :
 - Recensement des zones humides en amont du bassin versant
 - Maintien et gestion des fonds de vallée des cours d'eau primaires et secondaires
- ❖ La gestion hydraulique permettant les usages et un fonctionnement soutenable du marais
 - Entretien et conservation du réseau tertiaire des canaux
 - Eclaircissement de la distribution de l'eau dans les syndicats de marais et définition d'une gestion précise
 - Prise en compte des enjeux biologiques et notamment piscicoles dans la gestion des niveaux d'eau
 - Mise en place d'une gestion basée sur des niveaux objectifs en des points nodaux à partir d'un réseau de mesure nivelé

L'enjeu prioritaire du SAGE du Lay est la qualité des eaux. L'objectif doit aussi répondre au bon état écologique des eaux au sens de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau du 23 octobre 2000.

Ces enjeux ont été traduits en différentes dispositions et dont certaines concernent la présente mission.

- ❖ Améliorer le taux d'équipement de l'assainissement collectif
- ❖ Améliorer la collecte par le réseau des eaux usées collectives
 - L'amélioration de l'état des réseaux, en particulier la lutte contre les intrusions d'eaux claires parasites. Ceci permet de limiter les surcharges hydrauliques des stations d'épuration et leurs rejets directs dans le milieu.
 - La lutte contre les rejets directs par temps de pluie.
- ❖ Améliorer le taux de collecte des eaux usées
 - La suppression des déversoirs d'orage sur le réseau de collecte séparatif. Ces déversoirs seront remplacés par des bassins de stockage en entrée de station d'épuration équipés d'un pré-traitement ou d'une lagune.
 - Les bassins de stockage et leurs déversoirs d'orage en entrée de station d'épuration devront pouvoir être équipés d'appareils de mesures qualitatives et quantitatives.
 - Les bassins d'orage et les déversoirs d'orage en entrée de station de traitement ou sur les réseaux unitaires devront pouvoir réceptionner au moins des pluies de fréquence mensuelle.
 - La diminution des intrusions d'eaux claires parasites quand celles-ci représentent un volume important et induisent des surcharges dans la station d'épuration.
- ❖ Améliorer le traitement du phosphore contenu dans les effluents urbains et industriels
- ❖ Améliorer le traitement de la pollution bactérienne dans les stations d'épurations importantes

III.13.3 SAGE de Logne, Boulogne, Ognon et Lac de Grand Lieu

Le SAGE a été approuvé par l'arrêté préfectoral du 17 avril 2015.

Le nouveau SAGE comporte 7 enjeux. Chacun de ces enjeux se traduit par un ou plusieurs objectifs, dont l'atteinte est recherchée par la mise en œuvre de dispositions ou d'actions.

- ENJEU N°1. Qualité Physico-Chimique Et Chimique Des Eaux
 - Atteindre le bon état écologique des masses d'eau cours d'eau
 - Aller au-delà de l'atteinte du bon état chimique en ciblant l'ensemble des molécules phytosanitaires
 - Atteindre le bon état chimique des eaux souterraines
- ENJEU N°2. Qualité Des Milieux Aquatiques
 - Rétablir la continuité écologique des cours d'eau
 - Assurer le bon fonctionnement des cours d'eau et de leurs annexes en vue d'atteindre le bon état écologique
 - Limiter la prolifération des espèces envahissantes
 - Identifier, préserver et restaurer les têtes de bassins
- ENJEU N°3. Zones Humides
 - Préserver et valoriser les fonctionnalités des zones humides pour atteindre le bon état écologique des masses d'eau
- ENJEU N°4. Gestion Intégrée Du Lac De Grand-Lieu
 - Atteindre sur le long terme (2027) le bon état de la masse d'eau tout en conciliant l'équilibre des milieux et la satisfaction des usages
- ENJEU N°5. Gestion Quantitative En Étiage
 - Maîtriser les prélèvements d'eau pour assurer la pérennité de la ressource et le bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques
 - REGLE : Interdire le remplissage des plans d'eau en période d'étiage
- ENJEU N°6. Gestion Quantitative En Période De Crue
 - Prévenir le risque inondation
- ENJEU N°7. Gouvernance : Cohérence Et Organisation Des Actions Dans Le Domaine De L'eau

Ces objectifs ont été traduits en différentes dispositions et dont certaines concernent la présente mission.

L'orientation 1.5 concerne la limitation de l'impact de l'assainissement collectif, elle impose aux collectivités :

- ORIENTATION 1.5. Limiter L'impact Des Assainissements Collectifs
 - DISPOSITION 1.5.1 : Vérifier le bon fonctionnement des systèmes d'assainissements collectifs

Les services compétents transmettent annuellement, à la structure porteuse du SAGE, les informations concernant l'analyse de la conformité des rejets des stations d'épurations par rapport à la directive eaux résiduaires urbaines (DERU), ainsi que la liste des stations ayant fait l'objet d'une demande de mise en conformité par les services instructeurs. La Commission Locale de l'Eau est tenue informée annuellement des résultats de cette analyse.

- DISPOSITION 1.5.2 : Actualiser les diagnostics et les schémas directeurs assainissement

Les collectivités compétentes en assainissement collectif, qui ne disposent pas de schéma directeur d'assainissement ou si celui-ci date de plus de 10 ans, établissent un schéma directeur d'assainissement comprenant un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (en application de l'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités territoriales).

A cette occasion, et dans le but d'assurer une gestion patrimoniale des réseaux d'assainissements, les collectivités compétentes réalisent une étude de diagnostic des réseaux qui identifie notamment :

- le nombre et la localisation des mauvais branchements,
- le taux de collecte,
- la fréquence et volumes des déversements directs au milieu,
- l'analyse des intrusions d'eaux parasites dans les réseaux.

En fonction des conclusions des études de diagnostics, les collectivités compétentes établissent un programme pluriannuel de travaux d'amélioration du fonctionnement du réseau tenant compte des objectifs suivants :

- assurer la mise en conformité des mauvais branchements dans un délai de 3 ans suivant le début des travaux de réhabilitation,
- limiter les déversements directs accidentels au milieu (dimensionnement à une pluie d'occurrence mensuelle),
- limiter le volume d'eaux parasites de nappes et réduire l'intrusion des eaux parasites de nappes dans les réseaux de transfert des eaux usées pour tendre vers un taux d'intrusion acceptable (inférieur au débit théorique des eaux usées).

- DISPOSITION 1.5.3 : Equiper les dispositifs de traitements et les réseaux de collecte des eaux usées d'une métrologie de suivi continu et en valoriser les résultats

Le diagnostic permanent permet au gestionnaire des réseaux de disposer d'un outil d'aide à la décision indispensable pour une gestion durable et patrimoniale de ses réseaux.

Suite à la réalisation des diagnostics, les collectivités compétentes en assainissement collectif équipent, leurs dispositifs de traitements ainsi que les réseaux de collecte des eaux usées d'une métrologie de suivi continu, dans l'objectif de capitaliser les données et les informations nécessaires à la gestion patrimoniale des réseaux et à la maîtrise de l'impact des systèmes d'assainissements.

- DISPOSITION 1.5.4 : Evaluer l'impact global de chaque projet vis-à-vis de l'acceptabilité du milieu et étudier les conditions de rejet ou de stockage en période d'étiage

Les communes doivent réaliser une étude d'évaluation de l'impact avant la réalisation de tout projet de station d'épuration. Au regard de la sensibilité et de l'acceptabilité des milieux aquatiques du bassin versant, les nouveaux projets de station d'épuration seront confrontés à la problématique du rejet en période d'étiage.

L'orientation 1.6 concerne la limitation de l'impact de l'assainissement non collectif. L'assainissement non collectif sort du cadre de l'étude sur ROCHESERVIERE. La collectivité effectue les contrôles sur le parc des installations d'assainissement non collectif

- ORIENTATION 1.6. : Réhabiliter les assainissements non collectifs
 - DISPOSITION 1.6.1 : Homogénéiser les méthodes de contrôle des systèmes d'assainissements non collectifs
 - DISPOSITION 1.6.2 : Identifier les zones à enjeu environnemental vis-à-vis de l'assainissement non collectif
 - DISPOSITION 1.6.3 : Agir sur les assainissements non collectifs

L'orientation 1.7 concerne la gestion des rejets des assainissements non domestiques (industriels ou agricoles).

Elle peut se faire soit par raccordement au réseau de collecte d'un assainissement collectif, soit par un système de traitement autonome. Sur la commune de ROCHESERVIERE, il n'y a pas d'activités raccordées au réseau collectif produisant des effluents non domestiques.

- ORIENTATION 1.7 : Assurer une meilleure gestion des effluents non domestiques
 - DISPOSITION 1.7.1 : Vérifier le bon fonctionnement des systèmes d'assainissements non domestiques
 - DISPOSITION 1.7.2 : Adapter les systèmes d'assainissement à la nature des effluents non domestiques
 - DISPOSITION 1.7.3 : Formaliser, par convention, les rejets des effluents de nature non domestiques dans les réseaux d'assainissement d'eaux usées des collectivités

Ces différents cadres réglementaires seront intégrés dans l'analyse de la présente étude.

IV. LES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT

L'exploitation des équipements épuratoires a été déléguée par la collectivité à SUEZ, par le biais d'un contrat d'affermage.

IV.1 Assainissement collectif existant

En 2019, la commune compte une zone d'assainissement collectif correspondant au Bourg de et sa périphérie.

Le réseau d'assainissement est de type séparatif.

Les eaux usées sont principalement d'origine domestique.

IV.2 Réseau de collecte

Les caractéristiques du réseau sont:

	STEP Bourg
Linéaire réseau gravitaire	11 330 ml
Type de réseau	Séparatif
Nombre de postes de refoulement	1
Déversoir d'orage	-

Les eaux usées sont d'origine domestique.

IV.3 Zonage existant

Le zonage d'assainissement a été actualisé en 2009. Le périmètre collectif défini est concordant avec le périmètre de collecte des eaux usées actuel. Les écarts observés sont liés à l'abandon de zones urbanisables dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

IV.4 Unité de traitement

	STEP SAINT MARTIN DES NOYERS - Rte de la Riolière
Date de mise en service	2010
Capacité nominale	1 900 EH
Capacité nominale en débit	285 m ³ /j
Capacité nominale en DBO5	114 kg
Type de traitement	Filtres plantés de roseaux
Milieu récepteur	Ruisseau des Rochettes

IV.5 Données STEP Bourg

En 2017, la station a reçu en moyenne :

- 27% de sa capacité organique nominale à partir des bilans réglementaires ;
- 57% de sa capacité organique nominale à partir du calcul théorique des volumes sanitaires ;
- 79% de sa capacité hydraulique nominale.

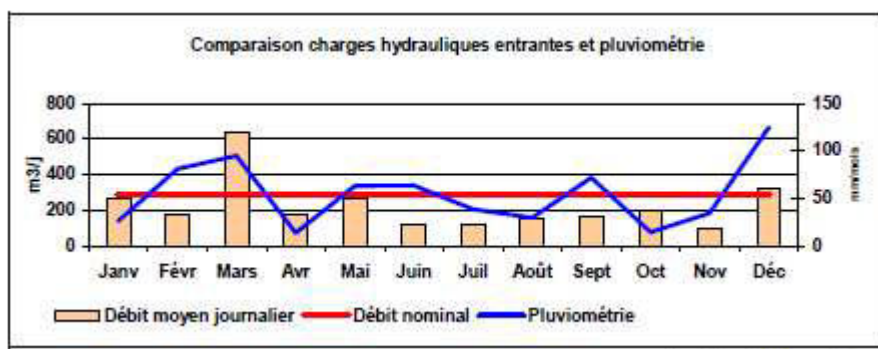


Figure 2 : débits entrant STEP SAINT-MARTIN-DES-NOYERS 2017 (Source CD 85)

On observe que la charge en entrée de station est fortement influencée par les épisodes pluvieux en période hivernale (nappe haute).

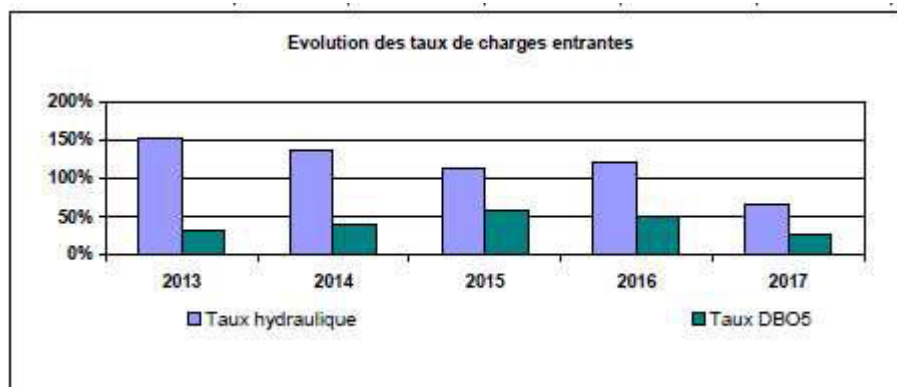
La capacité hydraulique de la station est parfois dépassée (mars).

Les épisodes pluvieux ponctuels estivaux significatifs, ont une influence sur les débits en entrée de station.

Date	Débit	Charge hydraulique	MES			DCO			DBO5			Charge organique	NK			NGL			Pt			Pluviométrie
			E	S	Rdr	E	S	Rdr	E	S	Rdr		E	S	Rdr	E	S	Rdr	E	S	Rdr	
			m³/j	%	kg/j	mg/l	%	kg/j	mg/l	%	kg/j		mg/l	%	%	kg/j	mg/l	%	kg/j	mg/l	%	
08/11/2017	126	44,2	22,7	2	98,9	86,2	32	95,3	34,0	4	98,5	29,8	13,9	29	73,6	13,9	36,9	66,5	1,49	2,44	79,3	0,200
08/03/2017	619	217	35,9	3,50	94,0	178	22	92,3	27,9	4	91,1	24,4	11,3	17	6,59	14,6	18	23,7	1,39	4,62	0	0,000
28/09/2016	119	41,8	44,0	8	97,8	95,6	46	94,3	38,1	5	98,4	33,4	11,9	10	90	11,9	16	84	1,55	4,30	66,9	0,200
15/02/2016	1166	409	222	5	97,4	196	19	88,7	75,8	5	95,4	66,5	19,8	5,60	67,1	25,3	7,07	67,4	2,10	1,80	2,20	
08/12/2015	471	165	207	7	98,4	278	28	95,3	104	4	98,2	90,9	18,8	15	82,5	18,9	25,7	41,0	2,78	3,80	35,6	11
03/12/2015	271	95,1	75,9	6	97,9	124	33	92,8	46,1	5	97,1	40,4	13,3	14	71,4	13,3	21,7	55,9	1,68	3,60	41,9	

Tableau 1 : Synthèse des bilans pollution 2015 -2017 (source CD85)

La charge organique moyenne raccordée à la station d'épuration représente 27% de la capacité nominale de la STEP.



Graphique 1 : Evolution des taux de charge entrantes (source CD85)

L'évolution du taux de charges hydrauliques montre une charge entrante supérieure à 100 % de la capacité nominale. En 2017, année plutôt sèche, la charge hydraulique est de 60%. Le réseau est sensible aux eaux parasites.

La charge organique est fluctuante sur les cinq dernières années.

Il n'y a pas eu de déversement au milieu naturel.

Les normes de rejet de l'arrêté départemental et de l'arrêté du 22/07/2015 sont respectées.

IV.5.1 Approche de la charge organique à partir de l'origine des eaux sanitaires

Les eaux usées collectées par le réseau communal ont essentiellement pour origine les eaux usées générées par les habitants.

En 2017, la commune compte 705 branchements type ERU (Eaux Résiduaire Urbaines) au réseau collectif.

IV.5.1.1 Détermination du Débit Sanitaire Théorique (DST)

La charge de pollution domestique théorique (en kg de DBO5) est calculée à partir des données suivantes :

- taux d'occupation des logements : 2.4 habitants par logement ;
- nombre de branchements domestiques au réseau d'assainissement : 705,
- Ratio de pollution : 48 g DBO5/usager/jour.
- Charge entrante : 1354 EH soit 81 kg de DBO5

IV.5.1.2 Détermination du Débit Sanitaire Effectif (DSE)

L'évaluation du Débit Sanitaire Effectif (D.S.E.) s'effectue en considérant la consommation d'eau potable assujettie à la taxe assainissement.

En 2017, la consommation annuelle totale moyenne est de :

Abonnés raccordés sur la STEP	
Consommation A.E.P. 2017 assujettie	45 035 m3
Nombre d'abonnés	705
Consommation / Jour	123.4 m3/j
CHARGE HYDRAULIQUE EQUIVALENTE	823 EH soit 49.40 kg de DBO5

IV.5.1.3 Détermination des charges moyennes à traiter

Abonnés raccordés sur la STEP	
D.S.T.	1 350 EH
D.S.E.	823 EH
CHARGE ORGANIQUE MOYENNE	1 087 EH
% DE LA CAPACITE NOMINALE OFFICIELLE STEP	57% de la capacité nominale STEP

Les données calculées ci-dessus tendent à montrer qu'en moyenne théorique la capacité de prise en charge de la STEP est à 57% de sa capacité nominale sur le paramètre organique.

On a un décalage entre les bilans pollution et la charge estimée à partir des volumes sanitaires.

IV.5.2 Conclusion du schéma directeur d'assainissement

La commune a réalisé une étude diagnostique de son réseau de collecte des eaux usées ainsi que de l'ouvrage de traitement en 2005.

De cette étude découle le schéma directeur d'assainissement dont l'objectif est de proposer un programme hiérarchisé de travaux à mener par la commune.

Le programme de travaux comprend différents niveaux de priorités :

- Priorité N°1 :
 - Travaux de réhabilitation du réseau de collecte : élimination des eaux claires parasites
 - Reprise divers tronçons, regards de visite
 - Reprise collecteur amont STEP
- Priorité N°2 :
 - Travaux de réhabilitation du réseau de collecte : élimination des eaux claires parasites
 - Nécessité de poursuivre les recherches d'erreur de branchement et d'imposer les mises en conformité
- Priorité 3 :
 - Réalisation d'une nouvelle unité de traitement

IV.5.3 Conclusion

Le réseau est sensible aux eaux claires parasites.

La charge organique entrante est faible. Elle représente moins de 30%. L'évaluation de charge organique à partir des volumes sanitaires montre une charge de l'ordre de 60%. L'effet de dilution peut expliquer ce décalage. Ce constat confirme le caractère sensible du réseau aux eaux claires parasites.

La dernière étude diagnostic des eaux usées date de 2005 (Validité de ce type d'étude 10 ans). Elle est programmée pour novembre 2020.

IV.6 Actions menées suite au schéma directeur d'assainissement

- Construction d'une nouvelle station d'épuration sur le Bourg

- Travaux de réhabilitation réseau E.U. :
 - Par réhabilitation interne
 - Rue de la Cornillière, des Ormeaux, de la Prée, Impasse des jardins, Rue Couzinet, de la Poste, de l'Orgerie, du Petit Bourbon, cité des primevères, rue de l'église, rue du petit Pontereau, rue de l'Abel Chateignier
 - Par renouvellement de canalisation
 - Collecteur le long du ruisseau « Les Rochettes », Cité des primevères, rue de l'Aubépine, rue Clovis Jousseau, rue de l'Ouillette
 - Etanchéification de 12 regards
 - Reprise flache Rue du DR Gauducheau,

IV.7 Actions pour réduire les apports d'eaux claires parasites

La collectivité a réalisé des travaux pour réduire les volumes d'eaux claires parasites.

La collectivité va poursuivre ses efforts.

La collectivité envisage :

- Reprise collecteur allée des jardins, rue Sainte Agathe
- Passe caméra réseau Lotissement des Rivières, Lotissement des Ouchetteries
- Poursuivre contrôle conformité des branchements aux réseaux d'assainissement
- Actualisation du schéma directeur d'assainissement
 - Etude diagnostic eaux usées programmé pour 2020 -2021

IV.8 Capacité résiduelle des ouvrages de traitements

	STEP Bourg	
	Organique Kg de DBO5	Equivalent habitants (EH)
Charges actuelles	65.20 kg	1 087 EH
Capacité résiduelle	48.80 kg	813 EH

IV.9 Réseau pluvial

Le plan de zonage d'assainissement EP est en cours d'élaboration.

IV.9.1 Évacuation des eaux pluviales

Le réseau d'assainissement étant totalement séparatif les eaux pluviales en agglomération sont collectées par un réseau distinct des eaux usées. Ce réseau pluvial suit un tracé similaire à celui des eaux usées.

Pour les écarts en campagne, les eaux de ruissellement sont collectées par des fossés puis des ruisseaux rejoignant le cours d'eau principal.

IV.9.2 Gestion des eaux pluviales

Compte tenu de la topographie de la commune et des projets d'urbanisation au niveau du bourg, il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires lors de la réalisation des travaux d'urbanisation pour capter et réguler l'écoulement des eaux pluviales sans porter préjudice aux secteurs situés en aval soit de manière globale soit à la parcelle.

IV.10 Assainissement non collectif

La commune a confié la mise en œuvre et le suivi de son Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) à la communauté de communes PAYS DE CHANTONNAY.

L'assainissement non collectif concerne 373 installations.

	Nombre d'habitation
Absence de traitement	2
ANC risque sanitaire	30
ANC non conforme	217
Conforme	123
Installations neuves	1
Total	373

La mise aux normes du parc d'installations d'assainissement non collectif se poursuit. L'accompagnement des acteurs évoluent peu à peu, dans une démarche d'amélioration continue.

Les zones délimitées en assainissement non collectif concernent des zones où seront autorisées principalement que des extensions limitées des habitations existantes.

L'augmentation du nombre d'assainissements individuels sera donc faible, voire nulle.

Toute demande d'urbanisme pour une maison existante sera accompagnée de travaux pour la réhabilitation de l'assainissement autonome.

V. GENERALITES SUR L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

V.1 Principe général de fonctionnement

Tous les systèmes d'assainissement non collectifs reposent sur le même principe : chaque système est pensé pour créer un milieu favorable au développement des microorganismes (bactéries) qui vont dégrader, digérer la pollution produite par l'homme.

Pour obtenir ce résultat, l'assainissement se décompose généralement en deux parties : le prétraitement puis le traitement.

Le prétraitement est en général fait dans une fosse toutes eaux (ou décanteur) pour obtenir une décantation des eaux et éliminer un maximum de pollution (Matières En Suspension).

Le traitement se fait de manière différente selon les systèmes, mais repose sur le même principe : provoquer et favoriser le développement des bactéries en milieu aérobie sur un massif filtrant (sol en place ou sol reconstitué).

Une étude spécifique dite « étude de choix de filière et de conception d'un assainissement non collectif » à la parcelle permettra de définir l'ensemble des prescriptions techniques. Elle doit être réalisée par un organisme compétent désigné par le pétitionnaire.

Le rejet des eaux domestiques en milieu naturel ne peut être réalisé qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire la réglementation en vigueur mais aussi d'assurer :

- la permanence de l'infiltration des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation par le sol,
- la protection des nappes d'eaux souterraines.

Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel, si une étude particulière démontre qu'aucun autre mode d'évacuation n'est envisageable.

V.2 Filières réglementaires

Les installations d'assainissement non collectif sont de 2 types :

- avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué ;
- avec d'autres dispositifs de traitement, à savoir des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé (liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes publiées au Journal officiel de la République française).

V.3 Entretien d'une installation d'assainissement non collectif

Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet selon des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement, de manière à assurer :

- leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;
- le bon écoulement des eaux usées et leur bonne répartition, le cas échéant sur le massif filtrant du dispositif de traitement ;
- l'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation.

Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile, sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au Journal officiel de la République française.

Les installations, les boîtes de branchement et d'inspection doivent être fermées en permanence et accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

VI. PRESENTATION DES SECTEURS ETUDIES

Seules les zones urbanisables du PLUi font l'objet de la présente révision du zonage d'assainissement.

La densité de l'habitat est définie à partir des orientations d'aménagement et de programmation spatialisées (source PLUi- H).

Les dents creuses sont évaluées à partir de l'étude des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis (Source PLUi- H).

Seules les parcelles classées dents creuses ou cœur d'îlot sont comptabilisées dans le cadre du zonage d'assainissement.

Important : Non incluse : La desserte interne des zones urbanisables. Si celle-ci est vouée à la création d'un lotissement privé, la desserte interne sera à la charge de l'aménageur.

L'implantation d'activités génératrices d'effluents non domestiques doit rester compatible avec le dimensionnement de la station.

La collectivité a toujours le droit de refuser le déversement d'eaux industrielles car le raccordement des effluents non domestiques au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique.

STEP Bourg		
Secteur	Vocations	Nombre de lots
Dent creuse (U)	Habitat	5 lots
Rue des rivières 1AUh	Habitat	6 lots
Chemin de la turquie 1AUh	Habitat	14 lots
Rue de la Boulogne 1 AUh	Habitat	14 lots
Chemin du Fromenteau 1AUh	Habitat	63 lots
Centre Bourg U	Habitat	21 lots
Rue de l'Ouillette 1AUh	Habitat	9 lots
Chemin du Fromenteau 2AU	Habitat	56 lots

VII. ESTIMATION DES DEPENSES : ÉTUDE DES SCENARII SECTEURS URBANISABLES

L'ensemble des zones de développement est situé dans ou à proximité du réseau de collecte existant.

Le choix du raccordement au réseau collectif est retenu car :

- Proximité vis à vis du réseau d'eaux usées existant
 - Densité habitat moyenne à forte
 - Assainissement non collectif gourmand en espace
 - Amortissement de l'unité de traitement existant

L'ensemble des zones urbanisables est raccordable au réseau collectif existant. Ces zones sont situées en périphérie du réseau collectif existant.

Toutes ces zones sont raccordables au réseau existant.

VIII. PREVISIONNEL DES FLUX POLLUANTS ENVOYES EN STATION D'EPURATION

Les besoins en capacité de traitement (niveau A.P.S.) peuvent être évalués comme suit :

- Charge actuelle moyenne en équivalents habitants 513 EH
 - Branchements futurs
- Zone à vocation d'habitat : 2,4 E.H. par lot ;
- Zone à vocation industrielle : 20 E.H. par ha.

Secteur	Branchements		Charge estimée (EH)	Charge estimée à partir de la charge théorique
	Existants	Futurs		
Zone actuelle collectée	-		513 EH	1 087 EH
Dent creuse (U)		5 lots	36	36
Rue des rivières 1AUh		6 lots	41	41
Chemin de la turquie 1AUh		14 lots	120	120
Rue de la Boulogne 1 AUh		14 lots	22	22
Chemin du Fromenteau 1AUh		63 lots	149	149
Centre Bourg U		21 lots	110	110
Rue de l'Ouillette 1AUh		9 lots	103	103
Chemin du Fromenteau 2AU		56 lots	346	346
TOTAL			964 EH	1 538 EH

Le raccordement de ces différentes zones engendre une charge de pollution en entrée de station estimée à 1538 E.H.

À terme, la station serait à

- 51 % de sa charge de pollution à partir de la charge organique mesurée ;
- 81% de sa charge de pollution à partir de la charge organique théorique.

La station d'épuration dispose d'une capacité suffisante pour intégrer l'ensemble des zones d'urbanisation futures.

IX. CONCLUSION

Les charges collectées sur les ouvrages représentent 27% de la charge nominale sur la STEP.

Le réseau du Bourg est sensible aux eaux claires parasites. La charge organique moyenne correspond à 27% de la capacité nominale. La charge organique semble sous-estimée en cause la présence d'eaux parasites sur le réseau.

La station est en capacité de raccorder l'ensemble des zones urbanisables du Bourg.

Concernant les secteurs à urbaniser, leurs situations proches du réseau existant demandent peu d'investissement par rapport au potentiel d'habitations futures. De plus, le maintien de l'assainissement non collectif sur ces zones urbanisables serait plus contraignant car la superficie des lots conduirait à la mise en place de filière compacte plus chère en investissement et en fonctionnement pour le particulier.

C'est pourquoi, la collectivité décide d'intégrer dans le périmètre collectif les secteurs étudiés en périphérie des zones de collecte du Bourg.

La collectivité va poursuivre ses efforts pour réduire les eaux parasites.

Il est nécessaire d'améliorer la qualité de collecte des eaux usées en :

- Luttant contre les Eaux Parasites d'Infiltration par réhabilitation et étanchement des réseaux d'eaux usées ;
- Luttant contre les Eaux Claires Météoriques.

Une étude diagnostic du réseau d'assainissement est programmée pour novembre 2020.

Cette étude va permettre de :

- Définir les charges hydrauliques actuelles ;
- Définir un programme de travaux de réhabilitation et/ou d'aménagements visant à réduire les dysfonctionnements constatés lors de l'étude ;
- Prévoir les aménagements nécessaires au développement de la zone desservie par le système de collecte et de traitement des eaux usées.

X. RAPPEL DES OBLIGATIONS EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT

Deux zones d'assainissement sont distinguées sur la carte de zonage, à l'intérieur desquelles les obligations des propriétaires privés sont, entre autres :

➤ Zone d'assainissement non collectif :

- Equiper son habitation d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement (code de la Santé Publique L1331-1-1) ;
- Assurer l'entretien des installations : Arrêté du 7 septembre 2009 art 15 ;
- Permettre l'accès à la propriété privée des agents du service d'assainissement qui assurent le contrôle (code de la Santé Publique L1331-11) ;
- Si l'installation est jugée non-conforme suite au premier diagnostic, obligation de remise à conformité sous 4 années (art L 1331-1-1 de code de la Santé Publique).

➤ Zone d'assainissement collectif :

- Les installations déjà desservies par une conduite d'assainissement collectif doivent y être raccordées, conformément à l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique. Les fosses septiques, toutes eaux ou étanches devront être déconnectées, vidangées, désinfectées et remplies de sable. Le délai maximum de raccordement est de 2 ans à compter de la desserte de l'habitation par le réseau de collecte ;
- Les installations non desservies actuellement par une conduite d'assainissement collectif doivent disposer d'un assainissement autonome conforme aux prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009, en attendant la mise en œuvre du réseau de collecte. L'installation transitoire d'assainissement autonome devra être conçue de manière à faciliter le futur raccordement sur le réseau public ;
- Les eaux résiduaires industrielles doivent être traitées à priori par l'industriel. Elles ne peuvent être rejetées au réseau public d'assainissement sans autorisation préalable. Celle-ci peut être subordonnée à un prétraitement approprié.

➤ Prise en charge par la collectivité :

Les dépenses d'investissement et de fonctionnement de l'assainissement collectif sont prises en charge par la collectivité. Les usagers doivent s'affranchir d'une redevance annuelle et d'une participation à l'assainissement collectif (PFAC).

Ces montants de redevances peuvent être modifiés tous les ans par décision du conseil municipal.

Tous les ouvrages nécessaires pour acheminer les eaux usées à la partie publique des branchements seront à la charge des propriétaires.

Référencement des lois et textes réglementaires en application

- Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques. En particulier, les art. 46, 47, 54, 57 et 102 relatifs à l'assainissement non collectif : modification du Code de la Santé Publique, du Code Général des Collectivités Territoriales, du Code de la Construction.
- Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO
- Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 : Prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égal à 1,2 kg/j de DBO5.

ANNEXE 1 :

PROJET DE ZONAGE COLLECTIF

Commune de SAINT MARTIN DES
NOYERS
VENDEE- 85

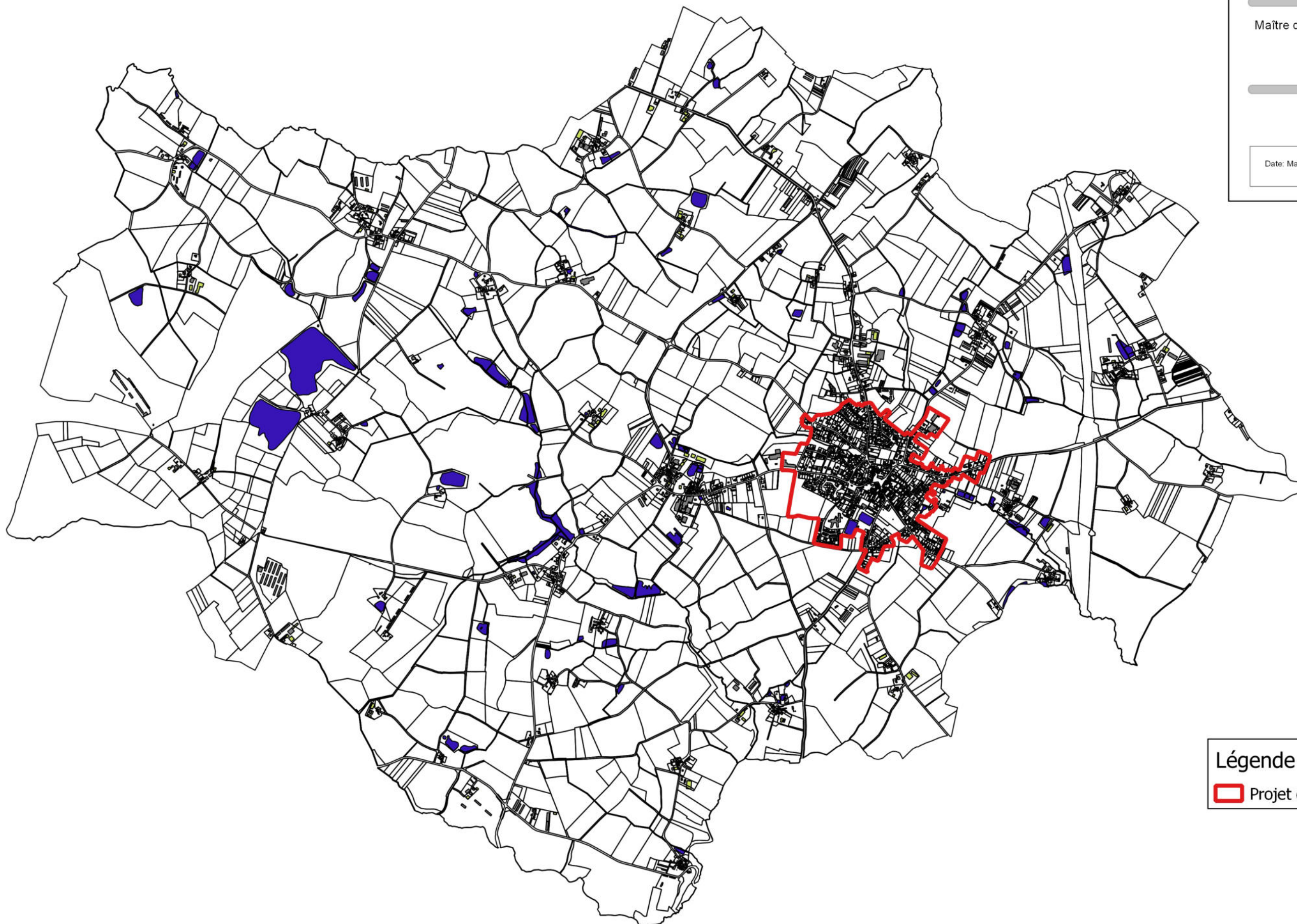
Maître d'ouvrage: Mairie
28 rue de l'Eglise
8514 SAINT MARTIN DES NOYERS

Projet de zonage
Vue d'ensemble


Date: Mars 2020



1:30 000



Légende

 Projet de zonage assainissement collectif

Maître d'ouvrage



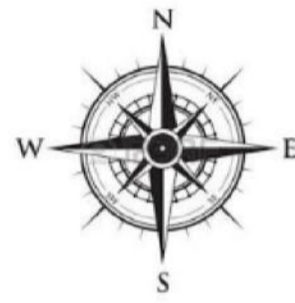
MAIRIE
28 rue de l'Eglise
8514 SAINT MARTIN DES NOYERS

ACTUALISATION ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES
EAUX USEES

Projet de zonage Bourg

Plan dressé le: mars 2020

REF dossier:3639



Plan dressé par: CR

Plan: 1/1

1:3 500

Légende

Projet Saint Martin des Noyers

- Projet de zonage assainissement
- Extension du réseau d'eaux usées (nouveau secteur relevant de l'assainissement collectif)
- Zone desservie par le réseau d'assainissement existant
- Secteurs déclassés en assainissement non collectif
- Secteurs relevant de l'assainissement collectif (plan de zonage 2009)

Réseau Eaux Usées

- Station d'épuration
- Poste de relevage
- Réseau EU
- Refolement
- Regard EU

